

Particuliers

Prénom : Nom (en capitales) :
Profession (facultatif) :

Collectifs

☐ Association ☐ Syndicat ☐ Coopérative ☐ Collectivité locale ☐ Autres

Nom (en capitales) :

Représenté(e) par :

Adresse :

Code Postal : Commune :

Téléphone : Courriel :

✓ En vous fournissant ces données à caractère personnel, je consens à ce que ATTAC-LIEGE traite cette information à la fin de me contacter dans le cadre de mon adhésion à l'association. ATTAC-LIEGE s'engage à ce qu'elles ne soient jamais communiquées à des tiers ni utilisées à d'autres fins.

✓ Je souscris à la plate-forme internationale d'Attac intitulée « se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde ».

✓ Comment avez-vous entendu parler d'ATTAC Liège ?

☐ conférence ☐ ciné-débat ☐ formation ☐ groupe de lecture ☐ site internet

☐ autre :

✓ J'adhère à l'association ATTAC-LIEGE et verse ma cotisation pour l'année 2026 d'un montant de :

☐ 20 EUR cotisation normale

☐ 10 EUR cotisation petits revenus

☐ 40 EUR cotisation associations

☐ autres(*)

✓ J'apporte un soutien supplémentaire :

☐ disponibilité en temps, compétences, ...

☐ don

☐ autre :

✓ J'effectue le paiement :

☐ en liquide lors d'une activité

☐ par un virement/versement au numéro de compte BE02 5231 4086 9640 au nom d'ATTAC-LIEGE

☐ en établissant un ordre permanent au bénéfice du compte BE02 5231 4086 9640 au nom d'ATTAC-LIEGE.

Date

Signature

La mondialisation capitaliste met les peuples en état d'insécurité généralisée et profite à ceux qui sont déjà en position de force économique (institutions financières, entreprises multinationales) au détriment des plus faibles. C'est à partir de ce constat et de la conviction qu'un autre monde est possible que le mouvement **ATTAC** a été créé en France le 3 juin 1998. Ce mouvement, suscité par un éditorial du Monde diplomatique en décembre 1997, s'est rapidement développé en Europe et ensuite sur les cinq continents. **ATTAC** existe en Belgique et à Liège depuis le printemps 1999.

ATTAC est aujourd'hui un mouvement international regroupant des citoyens et des associations, décidés à dépasser les clivages traditionnels, dans le respect de la différence et dans l'indépendance vis-à-vis des partis et des groupes constitués.

- Sa première exigence, qui s'est entre-temps assez largement imposée mais n'est pas encore mise en œuvre, est l'établissement d'**une taxe sur la spéculation notamment en devises**, qui aurait un effet double : un inventaire des transactions dans un premier temps, la réduction de la spéculation ensuite, et enfin des rentrées fiscales permettant des investissements dans le domaine social et environnemental.
- Par ailleurs l'impératif de justice fiscale (repris entre-temps par la plate-forme Réseau pour la Justice Fiscale) nous amène à exiger que les **revenus du travail et du patrimoine immobilier** (maisons, terrains) **et mobilier** (actions, obligations comptes titres) **soient globalisés afin d'être taxés en suivant le même barème progressif** ; pour cela, il faut que soit levé le secret bancaire fiscal, que les grosses entreprises rentrent des déclarations reflétant leur activité réelle pays par pays et que tout transfert vers une juridiction à taux d'imposition bas (paradis fiscal) soit lourdement sanctionné fiscalement et pénalement.
- Nous voulons que **l'ensemble du secteur financier soit strictement réglementé et que soit recréé un système bancaire public en dehors de toute spéculation et au service de l'intérêt général et des pouvoirs publics** (soutien à la transition durable, prêts aux ménages et entreprises et missions sociales). Ceci nécessite une révision de l'art.123 du TFUE et la libération des Etats des évaluations des agences de notation.
- Nous **défendons tous les mécanismes de solidarité** mis en place ou renforcés après la Seconde Guerre mondiale (conquêtes sociales) et aujourd'hui attaqués sous prétexte d'austérité : **les services publics, la sécurité sociale, dont le droit à des indemnités de chômage et à une pension** par répartition suffisante.
- Pour cela, en amont, il faut **desserrer l'état d'un système dette** dont la finalité est précisément d'imposer la restriction des droits sociaux (sans parler des droits de l'environnement) dans un contexte d'individualisme exacerbé.
- Pour cela il faut aussi **refonder les mécanismes de la démocratie** (y compris économique et sociale) **en distinguant clairement les pouvoirs publics et privés, les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire** :
 - en renforçant le pouvoir d'initiative, et de contrôle des budgets des Parlements,
 - en contrôlant strictement les lobbys et le 'pantouflage',
 - en renforçant les espaces de contrôle.

ATTAC se propose donc de **reconquérir les espaces de démocratie et de solidarité** grignotés par la collusion entre sphères dirigeantes et pouvoir économique et financier, et de **défendre la souveraineté des États et les législations sociales et environnementales**. Notre mouvement **s'oppose aux décisions non démocratiques de l'Union européenne**, tout particulièrement lorsqu'elles soutiennent le « droit » de la finance face aux enjeux sociaux, culturels, politiques, environnementaux.

ATTAC poursuit des **campagnes contre les politiques délétères de grandes organisations internationales** comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) ainsi que l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), mais aussi **contre les traités dits de libre-échange de nouvelle génération**, comme le CETA ou le JEFTA, et la nouvelle forme d'accord sur le commerce des services, le TISA. L'association **analyse les dangers et les enjeux de la construction européenne**.

Créée en avril 1999, la locale d'ATTAC Liège est constituée en asbl et reconnue par la Communauté française en tant qu'**association d'éducation permanente**. Ses activités sont consacrées à **éveiller notre prise de conscience citoyenne** : refus d'une économie visant à toujours plus de profits qui creuse les inégalités et ravage la planète ; refus des privatisations ouvertes ou larvées, y compris dans les secteurs de l'enseignement et de la santé ; engagement pour une société plus juste fiscalement, plus démocratique et plus sociale.

Nous avons recours à des **approches diverses**, qui font notamment appel à la **participation du public, de la conférence-débat au débat mouvant, du ciné-club à l'atelier d'écriture ou peinture ou chant détourné, de l'atelier de lecture à l'arpentage de livres, de la formation collective à l'interpellation citoyenne**.

Rejoignez – nous, si le cœur vous en dit !